



» TUNISIE

État des lieux sur la violence à l'égard des femmes

Cadre législatif

La Tunisie, pionnière en matière de promotion du statut de la femme dans le monde arabe, dispose d'un arsenal juridique de protection des droits de la femme. La nouvelle Constitution de janvier 2014¹ dispose dans son article 21 que les citoyens et citoyennes sont égaux en droits et en devoirs devant la loi, sans discrimination.

Selon l'article 46 de la Constitution, l'Etat doit prendre les mesures nécessaires pour éradiquer la violence à l'égard des femmes : en principe, il s'agit de toutes les formes de violence. Actuellement, le Code pénal criminalise le viol, le harcèlement sexuel mais pas le crime d'honneur, le mariage forcé, la mutilation génitale féminine ni la violence économique. Tous ces crimes et délits peuvent faire l'objet de poursuites sur la base des articles du Code Pénal qui punissent les violences physiques, sauf l'enlèvement pour mariage forcé, qui est protégé par l'article 239, qui permet à celui qui a enlevé une femme d'échapper à la condamnation s'il épouse la fille qu'il a enlevée. De plus, si le viol est criminalisé, les violences sexuelles au sein du mariage ne le sont pas, du fait que la violence familiale est généralement perçue comme une affaire privée par la police². Le trafic de femmes pour raisons d'exploitation professionnelle ou sexuelle n'est pas non plus criminalisé, toutefois, un projet de loi sur la traite des êtres humains est en cours de rédaction, à l'initiative du Ministère de l'Intérieur ; y participent d'autres ministères et des associations de femmes et de droits humains.

La Tunisie est le premier pays de la région à avoir ratifié et levé toutes les réserves spécifiques posées à la Convention des Nations Unies sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'égard des Femmes (CEDAW), et l'un des deux seuls pays de la région à avoir adopté son Protocole facultatif; elle est néanmoins en retard dans l'avancée de son rapport au Comité CEDAW. Le Statut de Rome a été ratifié en 2011, mais la Tunisie n'a pas signé la Convention d'Istanbul. De plus, la législation interne n'a pas encore intégré les instruments internationaux de lutte contre la violence à l'égard des femmes.

1. [Constitution 2014](#)

2. [Profil Genre de la Tunisie 2014](#)



Le projet de loi intégrale sur les violences faites aux femmes et aux filles a été soumis par la Secrétaire d'Etat à la Femme et à la Famille (SEFF) le 25 novembre 2014 au Conseil des Ministres. Il porte sur toutes les formes de violence et implique différents agents : le SEFF, les ministères de l'Intérieur, de la Santé, des Affaires Sociales, de la Justice, etc. Ce projet fait partie de la stratégie nationale de lutte contre la violence à l'égard des femmes relancée suite à la loi constitutive de 2011. Un Comité national de pilotage a été constitué, composé de représentants d'associations et d'institutions, et d'experts. Des consultations régionales ont été menées de manière participative auprès des institutions et des associations concernées. Aussi, plusieurs études et actions ont été lancées, dont la constitution d'un groupe d'experts (juristes, sociologues, médecins) appartenant à la fois au milieu universitaire et à la société civile, pour l'élaboration de la loi intégrale, la mise au point d'une cartographie des services en matière de violence de genre, un cahier des charges des centres d'hébergements, etc. Les ONG sont consultées à toutes les étapes et le Comité de pilotage se réunit régulièrement pour la validation du processus.

Cadre Politique

Une enquête nationale d'envergure a été réalisée par l'Office National de la Famille et de la Population (ONFP) en 2011³, ce qui a permis de faire progresser le plaidoyer en matière de lutte contre les violences faites aux femmes. D'autres études dans les hôpitaux et ailleurs n'ont par contre pas été publiées. Chaque institution et ONG réalise une collecte de données à des fins internes sous forme de registre ou de fiches, mais ces données ne sont pas homogénéisées. Une association féministe a engagé un travail de collecte de données avec un réseau d'ONG et d'institutions (ONFP et SEFF) pour préparer une base de données utiles pour la prise de décision et pour le plaidoyer.

Il est à espérer que le projet de loi intégrale sur les violences faites aux femmes et aux filles débouche sur la mise en place effective d'une stratégie nationale de lutte contre la violence faite aux femmes, et d'un protocole d'action pour les corps de police, le personnel judiciaire d'instruction et le personnel sanitaire et social, chose qui a déjà été initiée dans tous ces secteurs. Il reste également à coordonner les différents agents. Il est à noter que les ONG sont invitées à participer à l'élaboration de ces plans, ainsi qu'à leur suivi et leur évaluation, mais seulement depuis 2011.

Par ailleurs, peu de fonds sont alloués aux institutions gouvernementales luttant contre la violence faite aux femmes : ainsi, le SEFF dispose seulement de 0,27% du budget de l'Etat pour leur travail global avec les droits des femmes et non seulement pour la lutte contre la violence à leur égard.

3. [Enquête nationale sur la violence à l'égard des femmes en Tunisie](#)

Prévention et formation de professionnels en contact avec les victimes

Il n'existe pas, dans les programmes d'études officielles et à tous les niveaux d'enseignement, du matériel d'enseignement sur des sujets tels que l'égalité entre les femmes et les hommes, les rôles non stéréotypés des genres, le respect mutuel, la résolution non violente des conflits dans les relations interpersonnelles, la violence à l'égard des femmes fondée sur le genre, et le droit à l'intégrité personnelle. Il y a toutefois des initiatives personnelles de la part d'enseignant(e)s, directeurs/trices d'école, et aussi de la part de l'ONFP, et d'associations féminines/féministes. Il n'existe pas non plus de formation initiale à destination des professionnels/elles (fonctionnaires, police, juges, avocat(e)s, médecins, infirmiers/ères, etc.) sur la violence contre les femmes, sous toutes ses formes, la prévention et la détection de cette violence, l'égalité entre les femmes et les hommes, les besoins et les droits des victimes, ainsi que sur la manière de prévenir la victimisation secondaire, même si une formation sur certains de ces aspects commence à être donnée au corps de police dans leur formation continue. Des campagnes de sensibilisation de l'opinion publique ont été mises en place depuis 2012 : la campagne annuelle sur les 16 jours d'activisme contre la violence faite aux femmes est reprise aux échelles nationale, locale et par les différents acteurs : ONG, institutions, agences de l'ONU etc.



Cadre protection et accès à la justice

Services d'écoute, d'appui psychologique et d'autonomisation

Il existe des lignes d'écoute pour les femmes victimes de violence, mises en place par le SEFF, mais aussi par une ONG au Kef. Plusieurs centres d'aide psychologique ont également été mis en place par les ONG et un autre a été mis en place par l'ONFP. Il n'existe cependant que deux refuges publics pour les femmes victimes de violences; un à Tunis et un à Sousse, tous deux avec une très petite capacité d'accueil. Le centre du SEFF n'a quant à lui pas encore ouvert ses portes. Quelques-unes des associations appuyées par des organismes/ONG internationaux, et des institutions appuyées par le système de l'ONU ou la coopération bilatérale proposent des services d'écoute, d'appui psychologique et d'émancipation.

Par ailleurs, il n'existe pas de mesures législatives ou autres permettant aux autorités d'émettre des ordonnances d'injonction ou de protection appropriées pour protéger de leur agresseur les femmes victimes de violence.

Accès à un système judiciaire et policier non discriminatoire

Il est possible pour une femme de déposer plainte à la police ou devant un tribunal en cas de violence sexiste. Les témoins féminins sont en outre considérés de la même façon que les témoins masculins. Toutefois, il existe depuis toujours des cas de violence contre les femmes perpétrée par les agents de l'Etat. Depuis 2011, les plaintes sont recevables et les poursuites possibles. De plus, les médias évoquent ces violences, des procès ouverts au public ont eu lieu et des condamnations ont été prononcées. Il existait cependant, surtout avant 2011, des cas concrets d'impunité, et encore aujourd'hui, certaines sanctions sont dérisoires par rapport au préjudice : les procès ont tous lieu à huis clos, bien que les victimes s'y opposent.

En cas de retrait de plainte, le procureur peut continuer l'instruction, excepté pour les cas de violences domestiques. En ce qui concerne l'assistance légale, elle est gratuite et accessible à tous, cependant, il est très difficile de l'obtenir. Des ONG féministes proposent cependant un accompagnement juridique gratuit. En règle générale, les juges ont des attitudes très conservatrices et n'hésitent pas à banaliser ou minimiser l'agression ou le préjudice par souci de « préserver » la famille ou l'ordre social. En outre, il n'est donné aucune formation aux professionnels de la justice sur la violence contre les femmes.

Vulnérabilités spéciales

En ce qui concerne les différents groupes de femmes à vulnérabilité spéciale, comme les femmes migrantes, réfugiées, handicapées, travailleuses domestique etc., il n'y a pas ou peu de données statistiques en la matière. Il n'existe pas de système de prévention et de protection sociale qui leur soit accordé, excepté pour les femmes handicapées, bien que celles-ci ne bénéficient pas non plus de mesures de soutien ou d'accompagnement spécifiques. Ainsi, il existe une loi qui offre un système de protection et fixe l'âge légal pour le travail domestique, mais il n'existe pas de contrôle ni de suivi. Les filles et les mineures sont fortement exposées à la violence dans la famille, à l'école et même dans l'espace public, surtout avec la montée de l'idéologie islamiste depuis 2011. Cela débouche sur l'émergence de nouvelles formes d'inégalités pouvant mener au harcèlement scolaire envers les filles voire à l'abandon scolaire de celles-ci. Les femmes célibataires souffrent d'une forte stigmatisation sociale et aussi de discriminations, notamment dans leur droit d'accès à l'avortement. L'enquête nationale publiée en 2011 a mis en avant les difficultés d'accès aux services publics pour les femmes en milieu rural, ces dernières étant, en plus, souvent exposées aux violences liées au genre⁴. Quant aux femmes prostituées, seules des protections sanitaires pour lutter contre les maladies sexuellement transmissibles dans les maisons closes leur sont offertes. Ces femmes subissent une forte stigmatisation sociale, et sont plus susceptibles d'être victimes de violences.

4. [La femme rurale, vulnérable mais déterminée](#)



Lutte contre la violence faite aux femmes dans le cadre de la coopération Europe-Tunisie

Coopération Union européenne-Tunisie

L'UE soutient financièrement le processus de l'adoption du projet de loi intégrale sur les violences faites aux femmes et aux filles, dans le cadre du Plan d'action UE-Tunisie, faisant partie de la politique européenne de voisinage. La partie « Promotion et protection des droits des femmes et des enfants »⁵ vise d'ailleurs à combattre la discrimination et la violence à l'égard des femmes, et à promouvoir l'égalité de genre. En 2012, un Programme d'Appui à la Société Civile (PASC) a été lancé⁶ ; c'est un programme de coopération entre la Tunisie et l'UE s'inscrivant dans le cadre de « l'appui européen pour la transition et l'établissement durable de la démocratie en Tunisie ». Le PASC est financé par l'UE à hauteur de 7 millions d'euros.

5. [Relations Tunisie - Union Européenne : Un Partenariat Privilégié Plan D'action 2013-2017](#)

6. [Programme d'Appui à la Société Civile](#)

Coopération Conseil de l'Europe-Tunisie

L'égalité homme-femme est une des priorités 2012-2014 pour la Tunisie dans le cadre de la coopération avec le voisinage du Conseil de l'Europe, avec les objectifs suivants : « Consolider et promouvoir les droits des femmes et réduire les inégalités » et « Lutter contre la violence à l'égard des femmes et contre la violence domestique ».⁷

Dans le cadre du projet de loi intégrale sur les violences faites aux femmes et aux filles, le SEFF travaille en partenariat avec le Conseil de l'Europe, mais aussi avec l'UNFPA, ONU Femmes.

7. [Priorités 2012-2014 pour la Tunisie dans le cadre de la coopération avec le voisinage](#)

Recommandations pour l'État tunisien

- *Appliquer les recommandations de la CEDAW en intégrant les instruments internationaux de lutte contre la violence à l'égard des femmes dans la législation nationale ;*
- *Promulguer la loi intégrale sur les violences faites aux femmes et aux filles;*
- *Promouvoir l'égalité par le biais d'une stratégie de communication à travers tous les médias ;*
- *Mettre en place un programme éducatif spécial et obligatoire dans les écoles primaires et secondaires visant à promouvoir la non-violence à l'égard des femmes;*
- *Former tous/toutes les intervenant(e)s, juges, avocat(e)s, policiers/ères, assistant(e)s sociaux/ales, et tout le personnel administratif appelé à intervenir dans les cas de violences à l'égard des femmes.*

